Actes de la Ière Université d'automne

de la Fédération Inter-Environnement Wallonie

« Décroissance : derrière le tabou, la solution ? »

Fédération INTER-ENVIRONNEMENT WALLONIE

Rédaction

Aurélie Ciuti

Mise en page

Julie Debruyne

Editeur responsable

Christophe Schoune, Rue Nanon, 98 - 5000 Namur

© Fédération Inter-Environnement Wallonie, février 2011

Table des matières

Présentation de l'Université d'automne de la Fédération Inter-Environnement Wallonie..... 2
Introduction à l'Université d'automne de la Fédération Inter-Environnement Wallonie 5
Liste des intervenants 6
Table ronde de la matinée..... 6
Tables rondes 6
Décroissance et environnement 6
Décroissance et travail 6
Décroissance et économie 6
Décroissance et relations Nord/Sud 6
Décroissance et agriculture 6
Décroissance et sécurité sociale 6

Présentation de l'Université d'automne de la Fédération Inter-Environnement Wallonie

---

1er octobre 2010

Ce premier octobre 2010 eut lieu la première Université d'automne de la Fédération Inter-Environnement Wallonie (IEW). Cet évènement, qui se veut récurrent, a pour objectif de réunir et donner la parole aux différents acteurs sociétaux sur des enjeux majeurs et ce, dans un cadre informel et convivial. La rencontre 2010 a choisi de questionner la décroissance comme potentielle réponse aux crises actuelles, qu'elles soient économiques, financières, sociales ou environnementales.

La question n'est pas simple, et les deux cents personnes présentes se sont vues proposer un programme conséquent.

Après une introduction générale de la journée par Christophe Schoune, Secrétaire générale de la Fédération, la parole a été donnée à François Schneider, chercheur en environnement et défendeur de la décroissance qui en a fait, sous le titre « La décroissance : la comprendre pour en débattre », une présentation générale des tenants et aboutissants.

Cette introduction a servi de « matière » aux invités de la table ronde qui suivit cette présentation, soit Jean-Marie Harribey, Jean-Baptiste Godinot, Daniel Tanuro, Paul-Marie Boulanger et Tom Bauler. Leurs contributions ont permis à tout un chacun de se rendre compte de toute la complexité du thème notamment du fait d'appréhensions très diverses propres aux « mouvances » en présence.

L'après-midi ont eu lieu six tables rondes abordant les liens entre la décroissance et, respectivement, l'environnement, l'économie, le travail, les rapports Nord-Sud, la sécurité sociale et l'agriculture.

Vous trouverez ici les comptes rendus « bruts » des différents moments de la journée. La volonté de la Fédération Inter-Environnement Wallonie est de précieusement conserver toutes les pistes qui ont été évoquées, l'ensemble constituant une base pour poursuivre la réflexion amorcée !

Quelques grandes lignes peuvent dès à présent être tracées.

Si le terme même de décroissance continue à faire débat, un consensus se dégage sur la nécessité d'une décroissance de l'empreinte écologique du Nord. Nombreux sont en effet les intervenants et participants qui invoquent un nécessaire changement de paradigme, tant d'un point de vue social qu'environnemental et économique. Les voix divergent lorsque, plus précisément, on s'attache à savoir ce que l'on souhaite voir décroitre (et comment, pour qui, jusqu'où, etc.) et au contraire ce que l'on souhaite voir croitre.

Ces considérations pragmatiques nous amènent inévitablement à aborder la question de la transition économique. Le principe de réalité nous invite en effet à nous interroger sur la possibilité, à partir de la situation actuelle, d'instaurer démocratiquement les changements perçus comme nécessaires. Quelles sont les mesures à promouvoir ? Quels sont les investissements à privilégier ?

Force est en effet de constater qu'une société n'ayant pas pour objectif la croissance économique ne peut reposer sur les structures, les institutions et les modèles actuels. Quant aux résultats ou conséquences d'une décroissance non choisie, ils sont bien connus et n'ont rien de souhaitables.

Il importe, pour avancer, de choisir – les pistes existent – d'autres indicateurs de richesse et de prospérité collectives. Comme il importe, et là les pistes sont plus rares, de construire des

modèles macro-économiques. Des scénarios existent. Le premier nous vient du Canada, où Peter Victor montre, à partir de différents scénarios, comment il serait possible à l'échelle de son pays de réduire à la fois les émissions des gaz à effets de serre, le chômage et la pauvreté, avec une croissance économique faible ou nulle, et ce d'ici 2035. Ce scénario implique une réduction du temps de travail avec un partage du travail et une taxe carbone à 200 euros neutralisée par une diminution des autres taxes.

Un tel scénario à l'échelle belge ne manquerait pas d'ouvrir d'intéressantes perspectives. Telle est l'attente d'Inter-Environnement Wallonie qui se tourne vers le Bureau fédéral du Plan.

Mérite également d'être questionné le projet de société inhérent à la décroissance. La décroissance n'est-elle qu'une dénonciation, une critique, plutôt qu'une véritable proposition ? Le développement durable – le concept en lui même et non la réappropriation grossière courante aujourd'hui au sein de certaines organisations – serait-il plus à même de recueillir l'adhésion de la population ?

Fait marquant de cette journée : la difficulté pour le monde de l'entreprise présent dans la salle de s'inscrire pleinement dans les débats de la journée. Outre l'exposé de l'UWE, le point de vue des entreprises a été très peu exprimé lors des différents échanges.

Pour pallier à cette lacune, il importe donc, et nous y veillerons, de multiplier les espaces d'échanges tels que l'Université d'automne afin de favoriser une meilleure compréhension des points de vue de chacun.

Pour conclure la journée, IEW a donné la parole aux principaux partis politiques. Que pensent-ils de la décroissance, quel est l'état de leur réflexion sur les limites du modèle actuel ou encore comment agir face à l'urgence : autant de questions posées par Bertrand Henne, animateur, à Sarah Turine (Ecolo), Joelle Kapompole (PS), Kattrin Jadin (MR), Michel de Lamotte (CdH) et Pierre Eyben (Front des Gauches). Si l'on note un vif intérêt pour la décroissance du côté du Front des Gauches – dans lequel on retrouve notamment le parti décroissant Vélorution–, Joelle Kapompole et Sarah Turine reconnaissent à la décroissance un intérêt au moins intellectuel, mais qui ne fait pas l'unanimité au sein de leur parti. Plus de réserve pour le CdH, tandis que le MR s'oppose à voir dans la décroissance une possible solution, qui viendrait plutôt des nouvelles technologies et de la croissance.

Quoi qu'il en soit, le débat est loin d'être clos et nous vous donnons d'ores et déjà rendez-vous l'année prochaine pour une nouvelle édition de l'Université d'automne !

Introduction à l'Université d'automne de la Fédération Inter-Environnement Wallonie

Christophe Schoune,
Secrétaire général

Bonjour à toutes et tous,

Au nom de la Fédération Inter-Environnement Wallonie, je vous remercie d'être venus si nombreuses et nombreux pour réfléchir et débattre de la question de la décroissance à l'occasion de notre première Université d'automne.

Voilà plusieurs années déjà que la Fédération Inter-Environnement Wallonie plaide pour la définition d'un nouveau paradigme tant nous percevons à travers nos observations et nos analyses combien les urgences environnementales et sociales, qui sont étroitement imbriquées, appellent des solutions inventives. Mais nous sommes également conscients qu'il n'y a pas de baguette magique pour résoudre la crise systémique qui est à l'œuvre et fait vaciller les fondamentaux de notre modèle de civilisation capitaliste.

La résignation n'est jamais bonne conseillère et pour tenter de réenchanter l'avenir, un bref détour par le passé n'est pas inutile. La Maison de la métallurgie, au cœur de laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, nous rappelle que le génie industriel wallon fut à la base d'un essor unique en Europe et dans le monde. C'est en effet à Seraing, en 1822, qu'eut lieu la première coulée de fonte au coke. La sidérurgie wallonne devient alors un exemple de l'évolution radicale de l'expansion industrielle. Notre région, riche de son acier et de son charbon, se prépare à devenir la 2ème puissance industrielle du monde après l'Angleterre, faisant bénéficier sans compter sa prospérité au pays.

Mais cet âge d'or de l'industrie wallonne et du plein emploi est aujourd'hui révolu. Et faute d'avoir voulu ou pu anticiper sa reconversion, la Wallonie se trouve confrontée à une situation économique et sociale particulièrement défavorable. Ce ne sont pas les perspectives économiques régionales publiées cet été dans l'indifférence générale qui incitent à l'optimisme. Selon le Bureau du plan et l'Institut wallon d'évaluation, de prospective et de statistiques, compte tenu de l'évolution démographique favorable en Wallonie, le taux de chômage devrait y atteindre près de 19 % en 2015. Par ailleurs, aujourd'hui déjà, près de 20 % - 1/5ème…. – de la population wallonne vit avec des revenus déclarés inférieurs à 900 euros, subissant la réalité difficile de la pauvreté

Si l'on doit saluer le volontarisme affiché par le plan Marshall et le discours optimiste sur la reprise de l'activité dans notre Région, force est de constater que la réalité n'est pas idyllique et l'avenir, sans mauvais jeux de mots, est loin d'être rose. Le rendez-vous manqué de la Wallonie, son euphorie teintée d'imprévoyance l'ayant empêchée de se préparer à l'après « âge d'or » en redéployant progressivement son activité, semble devoir se reproduire, mais cette fois à l'échelle mondiale.

Si nul (ou presque) ne nie la situation difficile dans laquelle se trouve aujourd'hui notre planète, secouée en tous sens par des crises écologiques, sociales, économiques et financières, l'optimiste parfois candide du discours politique tend à nous faire croire qu'un nouveau génie sorti d'une canette en aluminium nous réconciliera bientôt à la prospérité dans un monde où les technologies auront pris la mesure des désastres écologiques et sociaux. Mais les faits sont têtus : face aux limites de la biosphère et à la raréfaction inéluctable des ressources, l'économie mondiale se rétracte.

Etrangement, faisait remarquer cet été le député français Yves Cochet dans une tribune au journal Le Monde, « aucun gouvernement, aucune organisation internationale, aucun institut universitaire établi ne publie d'étude qui ne prévoit pas un retour à une croissance

économique continue. Comment expliquer cet aveuglement général autrement que par l'attachement irrationnel des dirigeants économiques et politiques à la croissance comme panacée universelle ? »

Peut-être convient-il de nuancer ce constat d'aveuglement généralisé à l'aune de plusieurs études publiques qui ont mis en lumière, ces derniers mois, la nécessité de revoir notre modèle de croissance et les risques que la consommation effrénée des ressources fait peser sur notre démocratie. Ainsi, révélée voici peu par De Spiegel, une étude de l'armée allemande envisage les conséquences du pic pétrolier. Ce pic signifie le moment historique à partir duquel nous engagerons une courbe descendante de la production et de la capacité à répondre à la demande mondiale d'une source d'énergie dont nos économies dépendant à près de 90 %.

La Bundeswehr, donc, vient de souligner qu'une flambée des prix du brut provoquée par une insuffisance chronique des extractions mondiales aurait des conséquences gigantesques sur les sphères économiques et politiques. « A moyen terme, le système économique global et chaque économie de marché nationale pourraient s'effondrer, écrivent ses analystes. Des pénuries de biens vitaux, notamment de nourriture, pourraient apparaître. Des parties de la population pourraient percevoir le bouleversement déclenché par le pic pétrolier comme une crise systémique générale. Cela créerait de la place pour des alternatives idéologiques et extrémistes aux formes existantes de gouvernement. Un fractionnement de la population est jugé probable et pourrait conduire dans des cas extrêmes à des conflits ouverts. »

Cette menace, Robert Hirsch l'évoque également dans un ouvrage qui sort ce 1er octobre même aux Etats-Unis. Cet ancien responsable de la recherche sur les carburants synthétiques du géant pétro-chimique Exxon fut également patron du programme de fusion nucléaire américain sous l'Administration Bush. Que nous dit Robert Hirsch, dont le livre est préface par un ancien secrétaire d'Etat de Jimmy Carter ? Que le déclin de la production de l'or noir se passera d'ici deux à cinq ans. « Au niveau mondial, le produit intérieur brut va décroître chaque année pendant une décennie » estime-t-il. « Cette récession de l'économie mondiale pourrait facilement atteindre 20 à 30 % au total sur toute cette période… »

L'imminence de ce pic pétrolier et les risques d'instabilité auxquels il confronte notre société se conjuguent à la nécessité de réduire drastiquement nos consommations énergivores pour tenter de limiter l'impact du réchauffement climatique. Mais peut-on vraiment être optimiste de ce côté-là ? Faute d'un accord au sommet de Copenhague l'an dernier, les très faibles engagements actuels des pays industrialisés ne permettront pas d'atteindre les objectifs de réduction d'au moins 80 % de nos émissions de gaz à effet de serre, par rapport à 1990, d'ici 2050. Or, c'est bien un impératif formulé par la communauté scientifique pour ne pas dépasser une augmentation moyenne des températures de deux degrés et ce afin de limiter les impacts irréversibles liés au réchauffement.

Comme l'ont démontré de nombreux économistes, dont Nicholas Stern, plus nous attendons, plus ces réductions coûteront cher à la société, confrontée au double défi de l'adaptation aux conséquences des changements climatiques et à la mise en œuvre d'une nouvelle révolution économique. En Europe, et en Belgique en particulier, cela signifie que nous devront réduire de 40 % nos émissions d'ici 2020 pour rencontrer les objectifs formulés par le Giec. Bien au-delà des objectifs de 20 % affirmés aujourd'hui par l'Union européenne et bien au-delà

des efforts réalisés à ce jour, même si, il faut le reconnaître, la Wallonie figure en tête de la classe belge en matière de lutte contre le réchauffement.

Dans ce contexte de rareté programmée, il convient plus que jamais de repenser notre modèle de développement basé sur la croissance du produit intérieur brut. C'est un des mérites majeurs du rapport du gouvernement britannique réalisé par Tim Jackson et présenté dans son ouvrage « Prospérité sans croissance ? ». Quarante ans après le fameux rapport du club de Rome qui posait la question « Halte à la croissance ? », Tim Jackson démontre qu'il n'existe pas de scénario plausible dans lequel le progrès technologique pourrait à lui seul réduire les émissions de CO_2 et limiter les prélèvements des ressources si la croissance se poursuit à son rythme actuel. Il est donc bien établi que l'on ne peut croître indéfiniment dans un monde fini.

Jackson établit ainsi une distinction capitale entre découplage relatif et découplage absolu. Au niveau des flux de matières et d'énergies, on observe un découplage relatif dans le monde : on utilise donc moins de matières et d'énergies pour un même niveau de PIB. Le problème, si peu mis en avant par nos politiques, est que ce découplage n'est pas absolu : étant donné que le PIB continue à augmenter, on utilise toujours plus de quantités de matières et d'énergies, au niveau absolu. Or, c'est évidemment d'un découplage absolu dont nous aurions besoin si nous voulons sérieusement prendre en compte les limites écologiques. Ainsi, le progrès technologique, qui permet ce découplage relatif, est-il trop lent ! Il faudrait, selon Jackson, un progrès technique 10 fois plus rapide pour atteindre les objectifs de lutte contre le réchauffement. …

Il convient donc de mettre en œuvre (je cite) : « un changement technologique massif, un effort politique considérable, une transformation de fond dans la demande de consommation, une énorme poussée internationale pour obtenir un transfert technologique visant à réduire substantiellement l'intensité d'utilisation des ressources partout dans le monde pour avoir une chance de rester à l'intérieur des limites environnementales et éviter un effondrement assuré des ressources disponibles dans un futur (pas si lointain)... La taille de l'économie mondiale est presque cinq fois supérieure à ce qu'elle était il y a un demi-siècle. Si elle continue à croître au même rythme, ce chiffre sera de 80 en 2100… »

Alors qu'elle n'a pas résolu la question écologique, la question des inégalités sociale ou la question de l'emploi – certains diront même « au contraire », la croissance demeure pourtant la réponse systématique de la doctrine économique dominante. Tim Jackson lui-même ne la rejette pas en bloc, estimant la croissance utile, nécessaire même, en traçant une ligne entre le superflu et l'essentiel, en orientant prioritairement l'investissement vers la sécurité énergétique, les infrastructures économes ou la protection écologique.

Les travaux de l'économiste Peter Victor, qui a étudié la manière dont l'économie canadienne réagirait à un arrêt de la croissance, méritent également que l'on s'y arrête et sans doute serez-vous amenés à le faire au cours de cette journée. Dans un scénario à croissance zéro, la réduction du temps de travail pour partager le travail conjuguée à l'application d'une taxe sur les émissions de CO_2 à 200 euros la tonne, compensée par la baisse d'autres taxes pour que l'effet sur les revenus soit nul, aboutit à une baisse substantielle des émissions et à et un taux de chômage réduit à 4 %. La dette publique se voit aussi fortement réduite. Ce scénario est cependant insuffisant pour rencontrer les contraintes environnementales.

Sur base de ces conclusions, notre Fédération a questionné le Bureau du Plan afin d'envisager la réalisation d'une telle étude en Belgique. Voici un extrait de la réponse du Commissaire au Plan : « ...Les scénarios auxquels vous faites allusion sont des scénarios de rupture sociétale, dans lesquels la croissance négative est compatible avec une amélioration d'indicateurs de performance. Or à structure sociétale inchangée, dans un contexte de croissance négative, les indicateurs de bien-être tendent à se dégrader. En témoignent les retombées macroéconomiques et budgétaires de la croissance négative enregistrée en 2009 dans de nombreuses économies. Pour explorer certains problèmes sociétaux, les scénarios macroéconomiques utilisés par le Bureau du Plan ne sont pas centrés sur les ruptures possibles... Dépourvus de caractère normatif, nos scénarios ont pour objet de mettre en évidence et de quantifier tant les contraintes que les marges de manœuvre qui se développent et se développeraient à politiques et/ou législations constantes. »

Manifestement, des scénarios sans croissance ne sont pas à l'ordre du jour… tout simplement parce qu'ils ne font pas partie des préoccupations politiques fédérales et du corps doctrinal de nos économistes. Nous espérons néanmoins que le prochain gouvernement fédéral fera œuvre utile en commandant ce type d'étude susceptible d'objectiver le débat et de tracer le chemin de la transition économique en préservant la cohésion sociale.

Car il convient bel et bien de revoir en profondeur le fonctionnement du système au moyen de décisions politiques capables de réorienter l'avenir en tenant compte des conséquences sociales et environnementales désastreuses que le capitalisme engendre au niveau planétaire. Il est intéressant, à cet égard, de rappeler ce que disait Sheila Watt-Cloutier en 2005. Lors d'un reportage, j'ai eu la chance de rencontrer cette militante Inuit, nominée au Nobel de la paix, sur sa terre de glace qu'elle voyait fondre avec désespoir. Elle disait en substance ceci :

« Je vois tant de lieux dans le monde où les gens ne font pas le lien entre leur activité et l'impact sur l'environnement. L'histoire que nous vivons ici, au Nunavut, dans le Grand Nord canadien, est l'exemple parfait de la déconnexion qu'il peut y avoir entre des pratiques néfastes et un impact catastrophique sur l'environnement et les êtres humains. Les Occidentaux doivent savoir que leurs manières de vivre engagent la façon dont nous vivons ici. L'Arctique est à cet égard un pont extraordinaire pour relier les consciences humaines aux problèmes vécus par quatre pays traversés par une culture ancestrale. J'ai été le témoin, ces dernières années, de changements sans commune mesure. J'ai grandi dans une communauté traditionnelle inuite et je voyageais en chien de traîneau. Quand j'étais enfant, il n'y avait pas de « vêtements d'été ». En mai et en juin de cette année, il a fait, certains jours, 27 degrés. Nous n'avons jamais vécu pareil phénomène. Les habitudes de chasse aussi sont bouleversées par la fonte de la glace. Nous sommes passés en quelques décennies du nomadisme à la sédentarisation. Ce processus sera renforcé par les changements climatiques. Nous voyons apparaître des espèces d'insectes et d'oiseaux inconnues. Le temps est devenu imprévisible. Mais nous devons veiller à préserver l'essentiel de notre culture. Les Inuits sont les architectes des « maisons de la neige » et de bateaux extraordinaires. On ne peut pas permettre à la globalisation d'avoir raison de ces traditions, parce que nous serions du mauvais côté de la planète. Le réchauffement est une atteinte aux Droits de l'Homme, c'est pourquoi nous portons en ces termes la question devant les Nations unies. »

La portée et le sens des mots, dans ce contexte, a son importance. Même s'il demeure invoqué, le développement durable a montré toutes ses limites à résoudre la question... des limites. Alors que nous sommes au pied du mur, il conviendra avant tout de définir un projet commun, un réenchantement possible, au-delà du consumérisme et du court-termisme en ayant à l'esprit que la perception du bonheur individuelle n'est pas corrélée avec l'augmentation des richesses matérielles. Au contraire, de nombreuses études ont (dé)montré qu'au-delà d'un certain seuil de revenu, il y avait (désormais) un découplage entre le sentiment de bonheur vécu et l'élévation (supposée) du niveau de vie Si l'on évoque la décroissance, il ne pourra toutefois s'agir de conjuguer la sobriété requise dans les comportements à un facteur de régression. Au-delà de la satisfaction de nos besoins primaires, personne ne peut souhaiter la décroissance de l'intelligence, de la culture, de l'éducation ou du bien-être… En cela, la décroissance doit clairement être sélective.

Remettre l'humain au cœur des processus décisionnel, recentrer et relocaliser les activités économiques, remplacer l'économie du jetable par une économie centrée sur l'usage, transformer l'agriculture industrielle en bioagriculture, valoriser les écosystèmes comme patrimoine inconditionnel, nous libérer de l'envahissement de la publicité... autant d'enjeux clefs liés à la transition vers une économie pauvre en carbone qui concernent au premier chef notre Région. Pour rencontrer ces défis, la Fédération Inter-Environnement Wallonie invite le Gouvernement wallon à bâtir un nouveau pacte sociétal susceptible d'engager la Wallonie et l'ensemble des parties prenantes économiques, académiques, syndicales, culturelles ou citoyennes qui la composent… dans ce chantier indispensable pour préserver l'avenir des générations futures. Le moment semble particulièrement opportun...

Un modèle à suivre pourrait être celui du *transition management*, qui a fait ses preuves aux Pays-Bas, et qui est actuellement appliqué en Flandre. Aux Pays-Bas, près de cent vingt chercheurs universitaires ainsi qu'une centaine de fonctionnaires, s'emploient, jour après jour, avec des représentants du patronat, des syndicats et des ONG, à « gérer la transition écologique ». Au sein d'« arènes pour la transition », ils construisent des visions d'avenir à moyen et à long terme (vingt-cinq à cinquante ans) en matière d'énergie, d'agriculture, de transports et de biodiversité. Sur ces bases, ils élaborent des scénarios d'évolution, des chemins de transition et un agenda de réalisations de manière concertée et volontariste.

Ces « Forum du futur », version wallonne des arènes de la transition, s'avèrent à nos yeux indispensables afin que l'opinion et tous les acteurs concernés puissent débattre, mieux comprendre et accepter les changements qui s'imposeront demain si nous ne les choisissions pas aujourd'hui. Ces Forums permettront de légitimer les choix politiques qui devront être pris dans de nombreux domaines qui touchent à la vie quotidienne et réorienteront durablement la course folle de la croissance vers un modèle pauvre en carbone mais plus riche en humanité. Intéressons-nous donc à cet avenir, délivré de la peur, car c'est bien là que nous allons passer le reste de notre vie. Comme le disait Saint-Exupéry dans « Autant en emporte le Temps » : « L'avenir n'est jamais que du présent à mettre en ordre. Tu n'as pas à le prévoir, mais à le permettre… »

Les pionniers de la métallurgie, en 1822 à Seraing, ne craignaient pas l'avenir. Puissions-nous aussi, deux siècles plus tard en Wallonie, faire advenir ensemble une nouvelle forme de futur et de société désirables.

Je vous remercie pour votre attention.

Liste des intervenants

- Tom Bauler, économiste, détient la Chaire « Environnement & Economie » à l'ULB. Il enseigne à l'ULB et y accompagne une équipe de chercheurs sur des aspects de gouvernance et d'écologie économique dans le domaine de la politique environnementale
- Paul-Marie Boulanger, sociologue et démographe, directeur de l'Institut pour le développement durable (IDD)
- Daniel Cauchy, consultant et formateur en éducation au développement et à l'environnement, spécialisé en approche écosystémique, est le créateur du « Jeu de la ficelle », un outil pédagogique de sensibilisation à la souveraineté alimentaire
- Marie-Caroline Collard, directrice de Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises, SAW-B
- Xavier Delwarte, secrétaire général du syndicat agricole Fédération Unie de Groupements d'Eleveurs et d'Agriculteurs (Fugea)
- Thierry Demuysère, responsable de la cellule RISE (Réseau Intersyndical de Sensibilisation à l'Environnement) au sein de la FEC (Formation Education Culture)
- François Gobbe, coordinateur de Kairos Europe WB, membre du Réseau pour la justice fiscale (RJF), membre fondateur de Tax Justice Network
- Jean-Baptiste Godinot, fondateur de l'asbl Respire, membre du Mouvement politique des objecteurs de croissance (mpOC)
- Jean-Marie Harribey, professeur agrégé de sciences économiques et sociales, maître de Conférences en sciences économiques à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, Groupe de Recherche en Economie Théorique et Appliquée (GRETHA, UMR CNRS 5113), docteur habilité à diriger des recherches en sciences économiques, membre du Conseil scientifique d'ATTAC, ancien président d'ATTAC de 2006 à 2009, membre de la Fondation Copernic
- Henri Houben, économiste au GRESEA, Groupe de Recherche pour une Stratégie Alternative
- Jean-Marc Laasman, directeur du service d'études des mutualités socialistes
- Nicolas Latteur, économiste, CEPAG (Centre d'Education Populaire André Genot), mouvement d'Education Permanente proche de la FGTB wallonne
- Laurent Lievens, ingénieur en gestion et détenteur d'un master en sciences et gestion de l'environnement de l'ULB, assistant en économie et ressources humaines à la FUCAM (fondation universitaire catholique de Mons, Belgique), doctorant en sciences politiques et sociales
- Erwan Mouazan, économiste spécialisé en management et en développement durable chez EcoRes sprl
- Didier Paquot, directeur du Département économie, R&D, Union Wallonne des Entreprises
- Philippe Pochet, directeur de l'European Trade Union Institute

- Laurence Roland, représentante du Réseau Financement Alternatif (RFA)
- François Schneider, chercheur en environnement à l'Université autonome de Barcelone, coorganisateur pour « Recherches et décroissance » des Conférences de Paris (2008) et Barcelone (2010)
- Yves Somville, secrétaire général du syndicat agricole Fédération Wallonne de l'Agriculture (FWA)
- Daniel Tanuro, ingénieur agronome - militant de la LCR (Ligue communiste révolutionnaire) et journaliste écosocialiste, spécialiste des changements climatiques, membre fondateur de « Climat et Justice Sociale », auteur de « L'impossible capitalisme vert » (Editions La Découverte)
- Eric Toussaint, président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde de Belgique (CADTM)
- Arnaud Zacharie, secrétaire général du Centre national de coopération au développement (CNCD)

Table ronde de la matinée

<u>Intervenants</u> :

Tom Bauler

Paul-Marie Boulanger

Jean-Baptiste Godinot

Jean-Marie Harribey

François Schneider

Daniel Tanuro

En donnant la parole à diverses personnalités travaillant sur des thématiques proches ou connectées à la décroissance, IEW a voulu élargir le débat et permettre à diverses sensibilités de nuancer et d'enrichir les propos tenus lors de la conférence d'ouverture. Chacun a pu se rendre compte de l'hétérogénéité des différentes mouvances en présence, mais aussi des points de convergences possibles.

Jean-Marie Harribey (Université de Bordeaux – ATTAC France) a insisté sur l'importance du lien entre l'écologie et le social. Ayant longtemps étudié le mouvement et les propositions du courant décroissant, il estime que sa principale faiblesse réside dans l'incapacité à penser le capitalisme, les rapports sociaux, la transformation du rapport de l'être humain à l'écologie et à la biosphère ; bref, tout ce qui a porté et porte encore l'histoire sociale. Les questions sociales et écologiques ne doivent pas être traitées séparément, sinon aucun de ces combats ne pourra vraiment être gagné.

D'un point de vue pragmatique, J.-M. Harribey souligne également la nécessité de savoir ce que l'on désire faire croitre ou décroitre. Il rappelle qu'à la fois les productions marchandes et non marchandes sont comprises dans le PIB. S'agirait-il donc d'une décroissance sélective ? Et jusqu'où faut-il décroitre ? On peut deviner « jusqu'à une empreinte écologique soutenable », mais ce n'est que trop rarement précisé par les décroissants. Et puis, rien n'est simple : si demain l'agriculture biologique prend de l'essor, quelles seront les conséquences sur le PIB agricole ? Il est tout à fait possible que, même si la quantité produite diminue, la valeur des produits augmente - ainsi que la quantité de travail nécessaire - de sorte que le PIB augmente également.

J.-M. Harribey questionne par ailleurs le lien entre la décroissance et le développement durable, concept rejeté par les objecteurs de croissance. Pour lui, même si la notion de développement durable est problématique car elle est actuellement vidée de son sens, l'idée ne doit pas être définitivement révoquée pour la cause, ni tout ce qui y est lié et concerne les philosophies des lumières, la démocratie, les Droits de l'Homme, etc.

Une question épineuse, et qui fera d'ailleurs l'objet d'une réflexion tout au long de la journée, concerne les transitions et est directement en lien avec le choix de ce qu'on veut faire décroitre. Selon J.-M. Harribey, pour effectuer les changements évoqués, il faut des investissements massifs, non pas dans le but de décroitre mais pour engager une transition vers la construction d'un mode de vie soutenable. Il est donc urgent de penser les transitions qui seront nécessaires, mais on n'y parvient pas actuellement. Deux autres interrogations essentielles, qui ont fait l'objet d'une discussion approfondie dans l'après-midi, renvoient à la question du travail, ainsi qu'à celle du revenu.

Daniel Tanuro, défendeur de l'écosocialisme, se définit lui même comme un objecteur de croissance. Pour lui, malgré les dérives que le socialisme a engendré dans sa mise en œuvre, une société socialiste est théoriquement une société où l'on produit des valeurs d'usage pour satisfaire des besoins humains qui ne sont pas aliénés, mais plutôt déterminés démocratiquement. On serait ainsi loin, dans la théorie, d'une société productiviste. Daniel Tanuro regrette que la question du capitalisme n'ait pas été abordée par Schneider, d'autant plus qu'il est, selon lui, le principal problème auquel nous avons à faire face aujourd'hui. Sans cette dénonciation du capitalisme, comment peut-on envisager de modifier radicalement les structures de la société ? Un capitalisme qui cesse d'exploiter les ressources naturelles, en ce compris les ressources humaines, n'est plus un capitalisme. Il

importe donc d'être anticapitaliste, de le savoir, de l'exprimer, et d'en explorer les modalités. J.-M. Harribey est sur la même longueur d'onde et souligne d'ailleurs qu'un changement de paradigme ne peut s'opérer sans comprendre le substrat du paradigme dominant qui n'est autre que la nécessité d'accumulation du capital.

Par ailleurs, selon Daniel Tanuro toujours, le paradoxe de Jevons[1] ne puise pas sa source uniquement dans les politiques productivistes, comme l'a souligné Schneider. En effet, le productivisme de notre société n'est pas un résultat politique c'est-à-dire le résultat d'actions déterminées par des élus ou par des gouvernements, mais plonge à l'heure actuelle ses racines dans le fonctionnement même, dans la structure fondamentale de la société. Dans ces circonstances, Daniel Tanuro considère qu'il faut s'attaquer aux organismes fondamentaux de ce système basé sur la propriété privée des grands moyens de productions, la concurrence des capitaux, etc.

Ces considérations ne l'empêchent pas de s'intéresser au débat lancé par la décroissance. Selon lui, si on veut stabiliser le climat, on doit sortir des énergies fossiles en deux générations et cela est irréalisable en comptant exclusivement sur une augmentation de l'efficience énergétique. Il faut produire moins et donc transformer et déplacer moins de matière. Une fois de plus, la problématique de la transition se pose. Selon Daniel Tanuro, les mesures évoquées par Schneider ne suffisent pas. Il importe, entre autres, de remettre en cause de manière radicale la propriété capitaliste du secteur de l'énergie et des ressources naturelles (l'eau, etc.).

Jean-Baptiste Godinot considère quant à lui l'articulation environnemental/social comme la base de l'objection de croissance. En effet, les objecteurs de croissance perçoivent le social et l'environnemental comme indissociables. En ce qui concerne plus particulièrement la question de l'appropriation de l'appareil de production, elle ne fait pas l'unanimité au sein des objecteurs. Si certains se disent communistes antiproductivistes, la réalité du socialisme tel qu'il a été appliqué nous montre qu'il est en fait devenu un capitalisme d'état non démocratique et a causé un effondrement écologique catastrophique. Dans ces circonstances, le mouvement politique des Objecteurs de croissance souhaite placer en première ligne une position antiproductiviste. Ils désirent par ailleurs permettre l'adhésion du plus grand nombre, sans lequel une réelle dynamique de changement ne pourra voir le jour. Si leur première revendication était l'expropriation des centrales de production d 'énergie, cette adhésion ne pourrait être suffisante. En outre, leurs revendications se veulent non violentes (ex. : grève de la consommation). Pour Daniel Tanuro, des mesures comme la nationalisation du secteur de l'énergie n'est pas du communisme stricto sensu mais une mesure qui s'insère dans les règles du marché et qui a été prises par des états capitalistes à une certaine époque de notre histoire.

Par ailleurs, J.-B. Godinot souligne que même s'ils sont anticapitalistes, ils ne peuvent dénoncer le système comme quelque chose d'extérieur à eux même. Même le monde du travail a intégré la logique capitaliste. Comme le dit Arnsperger, nous sommes tous « des

[1] Le paradoxe de Jevons, baptisé du nom de son découvreur, l'économiste britannique William Stanley Jevons, énonce qu'à mesure que les améliorations technologiques augmentent l'efficacité avec laquelle une ressource est employée, la consommation totale de cette ressource peut augmenter au lieu de diminuer. En particulier, ce paradoxe implique que l'introduction de technologies plus efficaces en matière d'énergie peut, dans l'agrégat, augmenter la consommation totale de l'énergie.

petits capitalistes ». Tim Jackson parle de « moi élargi », selon lequel l'homme européen puise son identité et son image dans ses possessions matérielles.

Selon **Paul-Marie Boulanger**, le développement durable qu'il défend n'a aucun problème avec la réalité de la décroissance, mais bien avec le mythe de la décroissance – tout comme celui de la croissance. Son souci est d'être pragmatique et de résoudre les problèmes auxquels nous sommes actuellement confrontés de manière concrète, dont le plus important est celui des inégalités de développement entre le Nord et le Sud, problème d'autant plus difficile à résoudre qu'il doit être considéré dans les limites environnementales. La décroissance ne peut donc être une fin en soi. Il s'agit de se poser les bonnes questions : qu'est-ce qui doit croitre, décroitre ? Où ? Pour qui ? Comment ? Jusqu'où ? A quel prix ? À quel rythme ?

Trois stratégies du développement durable allient croissance et décroissance :

- l'éco-efficience ;
- la suffisance (il faut que tout le monde ait assez de ce qui est indispensable pour vivre, de même est-il nocif d'avoir trop. Il s'agit donc de définir ensemble un niveau de suffisance collectif) ;
- la démarchandisation.

Le discours de la décroissance interpelle quand même le développement durable. On se demande si le discours du développement durable n'est pas devenu un discours trop technique, trop institutionnel, trop scientifique qui le rend inappropriable par la population. La décroissance serait-elle le relais de ce que le DD n'a pas su être ? Ainsi, plus la décroissance aura de succès, plus les entreprises et politiques s'intéresseront au développement durable, à l'instar du communisme qui a été une menace pour faire avancer la social-démocratie.

P.-M. Boulanger insiste néanmoins sur l'évolution du discours du développement durable. Depuis le rapport Brundtland, prônant une croissance dans les pays développés pour permettre aux pays en voie de développement de se développer eux-mêmes, jusqu'à Tim Jackson, du chemin a en effet été parcouru. C'est la question cruciale de la transition qui le préoccupe actuellement de manière centrale. Il existe déjà dans nos sociétés des niches d'alternatives qui répondent aux objectifs du DD. Dans ce processus de transition, il importe de protéger ces niches et de les développer. Sans protections, sans soins attentifs de la part des politiques et des scientifiques, elles ont toutes les chances de ne pas aboutir. De même, il s'agit d'étudier leur potentiel de développement et d'influence sur le régime dominant. Le DD est ainsi expérimental et ne se pose pas sans cesse la question de savoir si c'est du capitalisme ou non. Pour paraphraser Deng Xiaoping, « peu importe que le chat soit blanc ou noir pourvu qu'il attrape des souris ».

Tom Bauler souligne quant à lui l'intérêt du programme de la décroissance, foisonnant d'alternatives. Le problème réside selon lui dans le fait que ces propositions se situent au niveau micro. Pourtant, il importe de s'interroger sur les limites de notre modèle de développement et donc de discuter d'un programme macro-économique. Les modèles actuels ne peuvent tourner sans croissance ou avec une croissance négative, il importe de faire appel à la créativité de tous. Quels sont les modèles macroéconomiques d'après

croissance ? Que fait-on de la sécurité sociale ? C'est à cette échelle qu'il faut maintenant construire des alternatives.

Tout au long du débat seront également soulignées les questions relatives à la possibilité d'instaurer un territoire pilote « décroissant », à l'importance du genre et à la place des femmes, à celle d'une régulation de la démographie, aux peuples premiers qui pourraient être un modèle pour nous – bonheur avec une vie de paresse, de vivre ensemble, consacrant quelques heures pour subvenir aux besoins de base. Cette remarque est largement contredite par d'autres, estimant que notre société, avec ses enjeux et son histoire, ne pourra vivre d'une telle manière demain. Si ces modèles peuvent nous inspirer, ils ne pourront jamais être appliqués à la lettre.

Enfin, le terme « décroissance » ne semble pas susciter une adhésion suffisante. Peu vendeur et semblant prêcher une décroissance sans fin, il ne renvoie à aucun modèle de société, ni à des alternatives. Il est au contraire perçu comme négatif, à l'inverse de la croissance qui, naturellement, renvoie à la vie, à l'enfant qui grandit, etc. En ce sens, nombreux sont ceux qui continuent à privilégier le développement durable comme un projet pouvant recueillir l'adhésion de la population. D'autres participants critiquent l'opposition gauche/droite, encore très présente à la table et désuète selon eux. A l'inverse, certains soulignent combien faire fi de ces différences peut être dangereux. De même l'opposition DD vs décroissance doit être dépassée afin de rechercher des solutions concrètes et cohérentes.

Table ronde

Décroissance et environnement

<u>Intervenants</u> :

Antoinette Brouyaux

Geoffrey De Schutter

Ezio Gandin

Harry Mardulyn

La table ronde « Décroissance – environnement » interrogeait des acteurs du secteur environnemental d'une part sur la pertinence de la décroissance comme outil pour répondre aux enjeux environnementaux et d'autre part sur le rôle des associations de défense de l'environnement : doivent-elles en effet promouvoir ce genre de modèles et élargir leur champ d'actions à des aspects plus socio-économiques ?

Geoffrey De Schutter souligne combien déjà le secteur environnemental traditionnel s'est ouvert aux problématiques en lien avec le développement durable et humain. Les considérations environnementales d'hier ont été élargies et sont devenues des problématiques plus globales, en lien avec la pauvreté, la solidarité, et dans lesquelles il ne s'agit plus de préserver la nature des activités humaines. Il ne sera en effet pas possible de solutionner les problèmes environnementaux en dehors de la gestion des causes de ces problèmes. Pour ce faire, un changement de paradigme s'impose et nous disposons déjà de quelques pistes.

Ezio Gandin a un point de vue particulier sur ces questions puisqu'il est Président des Amis de la Terre, une association écologiste qui a intégré le concept de décroissance soutenable qui devient ainsi pôle central de réflexion. Ce processus a duré 6 ans, durant lesquels un groupe de réflexion s'est réuni – et se réunit toujours – afin de s'interroger et d'enrichir le concept de décroissance. L'association, qui soutient des groupes de simplicité volontaire, réfléchit également à un niveau plus global, notamment sur la question de la transition, et a intégré un troisième niveau d'action (entre le micro et le macro), celui des villes et communes en transition.

Antoinette Brouyaux insiste sur la nécessité d'un partage de compétences entre les acteurs des différents piliers du développement durable, à savoir le social, l'environnemental et l'économique. Il s'agit de voir sur quels points l'ensemble de ces protagonistes s'accorde ou non. Néanmoins, il importe que chacun puisse garder ses compétences spécifiques et son expertise – tout le monde ne peut pas s'occuper de tout.

En ce qui concerne l'élargissement du travail des associations environnementales, cela fait longtemps que les environnementalistes sont impliqués dans des débats plus larges. Le développement durable prône la transversalité. Antoinette Brouyaux suggère de « typologiser » les courants et concepts allant du DD à la décroissance, ce qui permettra à chacun de se situer. Elle insiste également sur l'importance d'avoir confiance en nos forces de mobilisation.

Harry Mardulyn, Président de Natagora, association de protection de la biodiversité souligne combien les enjeux de cette biodiversité en chute libre (6ème extinction de la planète) sont liés à l'homme, qui sera la première victime.

Selon Michel Huart, Secrétaire général de l'APERe, la décroissance semble inévitable. Le problème réside, selon lui, dans le manque d'adhésion du public à ce concept de décroissance. Si on veut convaincre le plus grand nombre, il faut un projet crédible, qui accroche, qui enchante, qui fait envie. Beaucoup d'autres participants rejoignent cette analyse et critiquent le point de vue environnementaliste, systématiquement orienté vers les problèmes et peu tourné vers les solutions concrètes.

La question des moyens de sensibilisation reste centrale. La publicité commerciale et les moyens dont elle dispose rendent cette tâche difficile. Cependant, il ne faut pas négliger, à défaut de quantité, la qualité des messages que les ONG peuvent diffuser.

Par ailleurs, comment convaincre les politiques ? Les gouvernements ne poussent-ils pas à la croissance ? Pour beaucoup de participants, il importe d'instaurer un dialogue avec les pouvoirs locaux, mais aussi de favoriser une éducation des jeunes comprenant des cours d'éthique, d'environnement, favorisant également un éveil à la nature.

La question primordiale reste celle d'un modèle macro-économique global, avec des indicateurs reconnus par les politiques, d'où l'appel à la responsabilité des politiques et des académiques.

Table ronde

Décroissance et travail

<u>Intervenants</u> :

Thierry Demuysère

Jean-Marie Harribey

Nicolas Latteur

En ce qui concerne l'emploi, **Jean-Marie Harribey** évoque quatre variables : l'évolution de la productivité, l'évolution de la production, le nombre d'emplois et la durée individuelle du travail.

En France, depuis deux siècles, la productivité du travail a augmenté d'un facteur 30. La production (le PIB) a été multipliée par environ 26 (écart à noter). La durée du travail a quant à elle été divisée en deux et le nombre d'emplois a augmenté de ¾ (facteur 1,75). Sur le long terme, on a pu créer des emplois uniquement parce que la durée du travail a diminué plus fortement que l'écart entre l'augmentation de la productivité et celle de la production. La croissance ne crée des emplois, à temps de travail constant, que si la productivité horaire évolue de manière inférieure par rapport à la production. Si l'on souhaite faire diminuer la production, il est nécessaire de réduire le temps de travail, pour créer un écart entre l'augmentation de la productivité et de la production (pour que la production augmente moins que ne le permet la hausse de la productivité).

Donc, on peut se démarquer des discours « croissanciste » et « décroissanciste » qui soutiennent que la croissance crée de l'emploi ou qu'elle n'en crée plus. La croissance à elle seule ne crée jamais d'emplois. Cette relation permet aussi d'expliquer le bras de fer permanent entre salariat, patronat et pouvoirs politiques.

En ce qui concerne la réduction du temps de travail, une mesure défendue par les objecteurs de croissance, il est bon de rappeler que le temps de travail a été divisé par deux, toutes données confondues et sur une durée de deux siècles. Malgré cela, pour la dernière période, le chômage augmente, tout comme le nombre d'emplois. Ceci s'explique par le fait que les autres variables font plus que compenser. En effet, vers 2007-2008, le taux de chômage diminue, car la production augmente davantage que la productivité. Mais la crise de 2009 a changé la donne.

En matière de revenus ensuite, Jean-Marie Harribey explique qu'il n'existe aucune autre source de revenus que le travail. Qu'il s'agisse des salaires, du profit ou des prestations sociales, toutes ces sources de revenus proviennent du travail. Pourtant, la part des salaires dans la valeur ajoutée diminue depuis le début de la période néolibérale (1981). La part salariale est désormais stable, mais après une baisse gigantesque.

Actuellement, les classes les plus riches renforcent leur pouvoir et leurs revenus, selon **Nicolas Latteur**. On dirait que les décisions prises (économiques et politiques) semblent hors de prise des populations. Il s'agit donc de s'interroger sur la nature du contrôle que peuvent exercer les mouvements sociaux, syndicaux, dans ce cadre de décisions arbitraires et sur les moyens à mettre en œuvre. Dans une perspective de contre-pouvoir, comme c'est le cas pour le monde syndical, les pratiques de contrôle sont très importantes : il faut contrôler les conditions de travail – même aujourd'hui chez nous, tout n'est pas acquis –, le contrôle des profits afin qu'il crée de l'emploi, qu'il réponde à des besoins sociaux, etc., le contrôle de l'utilisation des impôts, afin d'éviter que ces richesses collectives ne soient utilisées pour sauver les institutions financières aux comportements douteux, et répondent au contraire à des besoins sociaux environnementaux.

La théorie de la décroissance est par ailleurs partisane de l'allocation universelle. Si Jean-Marie Harribey soutient l'idée que tout individu puisse bénéficier d'un revenu d'existence, il dénonce le manque de justification en termes de philosophie politique et

critique celles qui sont généralement avancées. Par exemple, l'idée d'Ariès, selon laquelle la génération d'aujourd'hui jouit de tout l'héritage des civilisations antérieures est une erreur puisqu'un revenu n'est jamais basé sur un stock. C'est un flux engendré par une activité courante. Sur le plan politique, pour mettre en place une allocation universelle, il faut considérer qu'il existe une fracture irrémédiable entre ceux qui peuvent s'insérer dans la totalité des sphères de la société, et ceux qui devront se contenter d'un revenu d'existence sans pouvoir participer au travail collectif.

Si Nicolas Latteur défend une réduction collective du temps de travail, il s'oppose au projet d'une allocation universelle. Pour lui, l'allocation universelle met fin à un projet progressiste. Pour la FGTB, cette mesure abandonne la perspective de réforme structurelle de la société, puisqu'on part du constat qu'il n'y aura plus jamais de travail pour tout le monde, et on se contente d'ajustements à la marge sans justement interpeller cette sphère de la production. Finalement, certains discours prônant l'allocation universelle renvoient à une vision ultralibérale de l'état. De plus l'allocation universelle met un terme à la perspective de l'égalité des droits. Avec l'allocation, on est dans l'égalité des chances : fondamentalement, en donnant un revenu à chacun, on met tout le monde sur une ligne de départ mais on ne discute pas des règles de la course. On ne touche pas aux structures de la société. En effet, sans changer les rapports de force, on peut imaginer une allocation universelle, semblable à allocation de chômage, avec des employeurs qui décident le gel des salaires.

L'allocation universelle suppose aussi une augmentation des flux monétaires. Or la FGTB pense que le progrès social passe par la démonétarisation. A travers la réduction du temps de travail, les individus ont la possibilité de sortir de ce rapport permanent au travail et de s'adonner à d'autres activités. Jean-Marie Harribey partage cet avis et souligne combien le revenu d'existence contourne le problème des inégalités. Jean-Marie Harribey dénonce également le mythe de la fin du travail. Pour lui, une société humaine aura toujours besoin de travail et de travailleurs.

La tradition ouvrière, notamment marxiste, soutient donc l'idée qu'il n'y a aucune autre source de revenus que le travail. Le capital ne produit pas de la valeur à lui tout seul, il a besoin de la force de travail pour ce faire. C'est ce qui fait la force des arguments contre la réforme des retraites en France. La capitalisation des retraites, c'est permettre à ceux qui ont plus d'argent que les autres d'acquérir des droits plus importants sur la production future que ceux qui n'ont pas les dits revenus.

Jean-Marie Harribey souhaite envisager plus largement la question du travail. Le travail est à la fois un lieu d'aliénation (Arendt), mais en même temps, le travail est aussi un facteur d'insertion sociale, d'épanouissement et d'identité personnelle (Hegel). Il est donc difficile de construire une politique cohérente sur la question. Arendt différencie le travail de l'esclave, à l'œuvre de l'artiste. Cette notion d'œuvre est une notion intéressante pour requalifier l'activité humaine. Entre ces deux extrêmes néanmoins, il y a des positions plus subtiles, notamment celle de Marx et de Gorz. Si le travail reste sujet à une critique radicale, il reste le seul moyen pour percevoir des revenus.

Nicolas Latteur regrette que l'on ne fasse pas assez du travail et des formes d'organisation du travail une question politique (et non privatisée). Pour lui, le travail doit faire l'objet d'une régulation, par une procédure démocratique. Il importe en effet d'interroger le travail et son contenu politique : qui travaille ? A quelles conditions ? Quel est le contenu de l'activité ?

Sans politique, ces questions sont arbitrées par le marché, c'est-à-dire par les rapports de force qui s'y déchainent.

S'il se déclare peu familier avec la pensée de la décroissance, Nicolas Latteur affirme que ce terme a ses avantages et désavantages, et qu'il importe surtout de s'interroger sur le contenu de la production à faire décroitre. Au-delà de la consommation, il souhaite interroger la sphère de la production, pour essayer d'en faire une question démocratique et collective (qu'est-ce qu'on produit ? Dans quelle limite ? Que doit-on produire davantage ? Dans quelles quantités ?).

Pour lui, la décroissance vient interroger le mouvement syndical dans ses difficultés à intégrer la question environnementale. **Thierry Demuysère** souligne pourtant combien les syndicats réfléchissent aux connections environnement social. Travaillant pour le Réseau Intersyndical de Sensibilisation à l'Environnement (RISE), il constate une réflexion en interne qui les a amenés à fonder le RISE en 1996. La même dynamique s'observe au niveau international, où la Confédération syndicale internationale réfléchit très sérieusement à la transition juste. D'un point de vue syndical, il n'y aura pas de transition sans une justice sociale au préalable. Si l'on veut un impact au niveau environnemental, la technologie ne suffira pas. Il faudra que les gens adhèrent au projet. Cela n'arrivera pas sans justice sociale.

Néanmoins, les syndicats sont derrière la manifestation du 29 septembre pour une croissance durable. Nicolas Latteur souligne que le mot d'ordre de l'interpellation de la manifestation a été remis en cause. Néanmoins, selon lui, la Confédération européenne des syndicats n'est pas dominée par les courants les plus progressistes.

Pour Thierry Demuysère, les syndicats sont enlisés dans cette obsession salariale qui répond à l'obsession productiviste. En effet, s'il faudrait des revendications plus qualitatives, l'obsession salariale a le vent en poupe. Cela répond au fait que 70 % des employeurs sont à l'étranger et ne s'intéressent qu'au retour sur investissement. Ils n'ont aucun intérêt pour les conditions de travail. On est là dans une violence pour le profit à court terme. Si une décroissance s'installe, cette violence du patronat envers les ouvriers n'en sera que plus forte. Au niveau environnemental également, les résultats pourraient être tout à fait médiocres. C'est pourquoi une croissance régulée avec un état fort pourrait être aussi une piste intéressante. Le scénario idéal est le suivant : travailler moins pour travailler tous, avec une réduction des inégalités et un environnement préservé, pas de croissance mais cela suppose un cadre régulé, une réhabilitation du rôle de l'Etat pour aussi investir et prendre des parts actives dans la production, dans l'agriculture, l'énergie, etc.

Pour en arriver à cette prospérité partagée, l'analyse syndicale défend l'idée d'une alliance entre le Nord, le Sud, le secteur social, environnemental, etc. Les syndicats désirent une véritable politique environnementale, qui ne soit pas une « union sacrée » pour la nature, mais prenne en compte les besoins des travailleurs et des citoyens en général.

Tout cela est difficile à organiser. D'autant plus, comme le souligne Thierry Demuysère, qu'il va falloir se désendetter jusqu'en 2020 et que la situation risque d'être encore plus difficile, avec l'instauration d'un cadre d'austérité. La situation économique actuelle rend donc très difficile ces changements en profondeur.

Ce discours sera vivement critiqué par différents participants qui regrettent un certain fatalisme face à une crise dont le secteur financier est responsable. Cependant, Thierry

Demuysère se dit lui-même opposé à l'austérité, et pas en faveur d'une croissance pour la croissance. Elle se justifierait pourtant dans le contexte actuel.

A l'inverse, Jean-Marie Harribey souligne combien les entreprises de petite taille sont aussi en difficultés et soumises aux lois du marché. Ceci dit, la table ronde n'a évoqué que la répartition de la valeur monétaire, mais celle-ci ne reprend pas toute la valeur, toute la richesse de l'activité humaine. Il existe une grande différence entre les valeurs d'usage et les valeurs marchandes. Tout le travail de création qui ne passe pas par le marché a sa place dans une conception élargie de la richesse.

Table ronde

Décroissance et économie

<u>Intervenants</u> :

Erwan Mouazan

Didier Paquot

Laurence Roland

Le Réseau Financement Alternatif (RFA) est le témoin privilégié de l'apparition de l'association des mots « éthique » et « solidaire » avec « finance ». **Laurence Roland** décrit comment, depuis 20 ans, des capitaux sont placés sur base de critères nouveaux et permettent de financer des coopératives et des associations. Même si seul 1 milliard d'euros a été placé en 2009 dans la finance solidaire et éthique, et s'il faut noter un intérêt décroissant des grandes banques, les investissements directs dans des coopératives correspondent à la création d'une activité économique parallèle. La volonté de développement d'alternatives économiques locales se marque plus aujourd'hui qu'hier et le RFA a noté un intérêt croissant des citoyens pour, par exemple, la création d'un système économique local sur base des monnaies complémentaires.

Erwan Mouazan insiste sur l'importance de réintégrer l'économie dans les limites de la biosphère. Il importe donc de repenser la façon d'aborder cette finitude, afin de ne pas dépendre de la décroissance mais de nous y préparer. Le but de Groupe One est d'accompagner les entreprises vers une démarche durable. Une approche macro-économique est selon lui indispensable : construire des indicateurs alternatifs au PIB, lequel ne représente pas les progrès d'une société durable et n'est donc pas une fin en soi, mais un moyen potentiel. Une question essentielle reste posée : comment réduire la pauvreté, augmenter le bien-être, etc., sans croissance ? Très peu d'économistes se sont posés cette question. Parmi ceux-ci, Peter Victor, qui a construit un modèle macro-économique dévoilant, à partir de différents scénarios (business as usual, no growth et degrowth), comment il serait possible à l'échelle du Canada de réduire d'ici 2035 à la fois les émissions des gaz à effets de serre, le chômage et la pauvreté, avec une croissance économique faible ou nulle. Ce scénario implique une réduction du temps de travail avec un partage du travail et une taxe carbone à 200 euros, neutralisée par une diminution des autres taxes. Il est crucial que ce type de modèle soit réalisé à l'échelle belge et européenne.

Au niveau micro-économique ensuite, Erwan Mouazan considère comme assez paradoxal le fait de demander à une entreprise privée de s'investir dans une logique de décroissance, alors que son but est de faire du profit. Ceci dit, depuis plusieurs années, les entreprises réfléchissent pour faire décroitre leurs besoins énergétiques, leurs besoins en ressources naturelles et sont donc à la recherche d'une certaine éco-efficience. Néanmoins, comme cela a été évoqué ce matin, diminuer les besoins par unité de PIB est une chose, mais si le nombre d'unités augmente toujours, le gain peut être minime, voire devenir une perte (différence entre découplage absolu et relatif). On ne peut espérer produire un bien avec une empreinte carbone neutre.

Selon Erwan Mouazan, un changement de paradigme est nécessaire et plusieurs pistes existent. Groupe One défend l'avènement d'une économie :

- circulaire : une approche plus systémique dans laquelle le déchet d'une entreprise peut devenir l'intrant d'une autre. En région wallonne, ça commence à bouger dans ce sens, avec des projets d'écozoning et une réflexion axée sur l'écologie industrielle ;
- de fonctionnalité : l'entreprise ne va plus vendre un produit mais un service, ou l'usage d'un bien.

Évidemment, ceci ne peut fonctionner pour l'ensemble des entreprises. Il s'agit donc également de s'interroger sur d'autres points, et notamment : quels types d'entreprises souhaite-t-on développer ? Grâce à quels incitants ? Veut-on que les entreprises fassent partie du problème ou de la solution ? Quels sont les outils normatifs à mettre en œuvre ?

Didier Paquot, représentant de l'Union wallonne des entreprises (UWE), partage l'avis que Erwan Mouazan a exprimé. Selon lui, il n'existe pas de différence fondamentale entre l'entrepreneuriat classique et ce qu'il convient d'appeler l'entrepreneuriat alternatif. Pour Didier Paquot, les individus consomment trop et mal mais il ne voit pas comment passer d'un problème d'attitude individuelle à un système économique collectif. De plus, une partie de la population – d'ailleurs en augmentation ici et ailleurs – a besoin de croissance.

Par ailleurs, si certains ont besoin de cette croissance, qui va décroitre ? Comment décider qui va consommer plus et qui va consommer moins ? Qui va réorganiser cette redistribution ? La décroissance était une réalité l'année passée et on en a subi les répercussions catastrophiques. Y aurait-il une mauvaise décroissance et une bonne décroissance ? Qui va décider en quoi réside la mauvaise et où se trouve la bonne ? Comment arriver à l'une sans tomber dans l'autre ?

Selon lui donc, le principe de décroissance est une opposition morale respectable, mais qui en appelle à la responsabilité de chaque être humain. Il serait de ce point de vue impossible d'organiser une décroissance de manière collective. S'il y a trop de consommation, c'est parce que les gens consomment et ils ne sont pas obligés d'en faire autant.

Didier Paquot l'affirme, une entreprise ne peut naturellement vouloir décroitre car, quand elle décroit, elle perd de la compétitivité, risque d'être en déficit et de fermer. La croissance est un signe de bonne santé. Décroitre implique aussi des licenciements et le partage du temps de travail ne pourrait, selon Didier Paquot, solutionner cette diminution des activités. Plusieurs réactions souligneront par la suite le fait qu'une décroissance n'est en effet pas souhaitable dans l'enceinte même du modèle capitaliste, d'où la nécessité de modifier radicalement les structures existantes.

En conséquence, Didier Paquot prône davantage un modèle de croissance limitée et saine. Il importe dans ce cadre d'arriver à inciter un modèle de croissance moins forte, suivant ainsi le modèle d'une asymptote. D'ailleurs, les entreprises n'ont selon lui pas attendu les colloques pour réagir, puisqu'il remarque une évolution silencieuse mais extrêmement importante qui s'opère chez elles depuis 10 ans, notamment en matière de croissance durable, de moindre utilisation des ressources, d'offres de produits plus respectueux de l'environnement, etc. C'est d'ailleurs ce qui a permis à l'industrie d'être le seul secteur à avoir rempli les objectifs de Kyoto. Les entreprises se préparent de plus au pic du pétrole. Didier Paquot l'affirme, la technologie, facteur difficile à prendre en compte dans nos modèles, devrait nous permettre de répondre, au moins en grande partie, aux enjeux environnementaux.

Didier Paquot insiste également sur le rôle des politiques publiques, dont on minimise l'influence. Si un travail de lobby est effectué, rien ne les oblige pour autant à céder aux revendications de part et d'autre. Il serait d'ailleurs temps, selon plusieurs participants, de cesser de favoriser les secteurs polluants, comme c'est encore le cas actuellement.

Plusieurs participants souligneront en réponse à ces témoignages l'importance de la publicité à laquelle on peut difficilement échapper et qui nous « éduque » tous les jours, nous pousse à consommer. Ils critiqueront par ailleurs vivement la réponse micro-économique qui est apportée à ces problèmes globaux, et à la question de la responsabilité des entreprises. Si le macro doit évidemment s'appuyer sur une base micro – une adhésion de la population – les problèmes restent avant tout macroéconomiques. Plusieurs participants soulèvent le fait que les trois intervenants ne s'expriment qu'au niveau micro et proposent une alternative à l'échelle individuelle pour résoudre des problèmes globaux. Or, si on veut résoudre les problèmes de manière globale, il faut les gérer globalement : sur le plan politique et sur le plan coercitif.

Diverses réactions à ces témoignages attirèrent également l'attention sur les problèmes liés à la spéculation et à la financiarisation. La question de la décroissance de l'économie se pose en effet au-delà de l'activité de l'entreprise et on a vu les conséquences terribles des jeux spéculatifs lors de la crise financière que nous venons de traverser. Laurence Roland (RFA) souligne à ce sujet la très faible part d'investissements éthiques dans le monde - même si cela évolue - et l'importance d'une relocalisation de l'économie, avec des outils tels que les monnaies locales et alternatives. Mouazan rappelle enfin que l'essentiel de l'économie en Belgique est basée sur des PME, dont la logique diffère de celles des multinationales et de leurs actionnaires.

Table ronde

Décroissance et relations Nord/Sud

<u>Intervenants</u> :

Eric Toussaint

Daniel Cauchy

Arnaud Zacharie

Pour les trois intervenants de cette table ronde, une évidence : une décroissance économique doit avoir lieu dans les pays du Nord, où il est urgent qu'un changement radical de paradigme s'opère au profit d'un nouveau modèle de société qui modifierait profondément tant les rapports sociaux que les rapports de production ou les rapports à la nature.

Au Sud, **Eric Toussaint** (CADTM) et **Arnaud Zacharie** (CNCD) évoquent davantage une croissance maitrisée, orientée vers les besoins fondamentaux des populations. Dans cette situation, des investissements sont nécessaires en termes d'infrastructures, sans pour autant transposer le modèle consumériste et productiviste occidental.

Le lien développement – croissance est une relation historique qui a réduit le développement à la croissance économique. Or, Arnaud Zacharie dénonce « l'effet de ruissellement », qui prétend que les retombées positives de la croissance « ruissellent » en bénéficiant d'abord aux plus riches mais, en bout de course, atteignent aussi les plus pauvres. Ceux-ci profiteraient donc aussi de la croissance et s'enrichiraient. Pour Arnaud Zacharie, cet effet est un mythe : la distribution des richesses mondiales est au contraire de plus en plus inégalitaire.

Eric Toussaint et Arnaud Zacharie évoquent également la question de la dette écologique et de la dette climatique en particulier. En effet, pendant plusieurs siècles, le Nord s'est développé et a émis des Gaz à Effet de Serre (GES). 80 % de ces GES concentrés dans l'atmosphère seraient la conséquence des activités du Nord. Pourtant les principales victimes du réchauffement climatique sont et seront au Sud et ces peuples vont devoir s'adapter à des changements dont ils ne sont pas responsables. De plus, le développement des pays émergents, tels que la Chine et l'Inde, permet d'améliorer le sort de millions de personnes mais posent aussi de réels problèmes sur le plan environnemental et climatique.

Plus largement, la dette écologique renvoie à l'exploitation outrancière des richesses, des matières premières du Sud, mobilisées pour notre consommation. En la matière, le scénario est apocalyptique. L'augmentation du prix des matières premières s'explique, en partie, par les importations croissantes des pays émergents. En même temps, la raréfaction contribue aussi à cette augmentation et cela n'est qu'un début. Or le développement, au Nord comme au Sud, en dépend de manière vitale. La situation dans le secteur alimentaire est déjà très précaire, sans parler de l'accès à l'eau. La compétition pour les ressources – qui se trouvent majoritairement dans des pays pauvres - est très préoccupante et engendrera plus que probablement de nouveaux conflits géopolitiques de taille.

Eric Toussaint souligne également l'importance d'une croissance auto-centrée, c'est-à-dire qui réponde aux besoins locaux et ne soit plus essentiellement tournée vers l'exportation. Pour lui, il est nécessaire que les pays en développement se déconnectent, et que soit privilégiée une inter-connexion, une synergie entre les pays et entre les économies du Sud. Il importe de sortir du modèle productiviste exportateur. Pourtant même les gouvernements progressistes d'Amérique du Sud y restent attachés.

Malgré tout, des initiatives intéressantes sont à relever, notamment le projet Yasuni ITT, en Équateur, où le Gouvernement a soutenu une initiative citoyenne consistant à ne pas extraire du sous-sol amazonien le pétrole qui s'y trouve. Il s'agit de protéger la grande biodiversité de la région, ainsi que les populations y résidant. En contre-partie de cette non-exploitation, un soutien financier est demandé à la communauté internationale. Pour l'instant,

si celle-ci trouve le projet intéressant, elle peine toutefois à le soutenir. Ce fonds, géré par le PNUD, devrait permettre de promouvoir le développement des énergies renouvelables dans le pays. De la même manière, plusieurs sociétés du Sud ont résisté à cinq siècles de capitalisme, explique Eric Toussaint en évoquant le cas des Incas et des Quechuas. Ces peuples ont conservé leurs valeurs, notamment l'intégration de l'homme et de la femme dans la Nature. Cette notion, de respect de la terre, de la Pachamama est d'ailleurs entrée dans la constitution de l'Equateur et de la Bolivie et fait de la Terre un sujet de droit.

Eric Toussaint attire également l'attention sur les convergences entre les situations au Nord comme au Sud, particulièrement en ce qui concerne la question de la dette. En effet, la situation au Nord s'est dégradée depuis trois ans avec la crise financière et la très provisoire solution qui y a été apportée – et qui consiste en un soutien du secteur bancaire. Le capital a en effet été sauvé au prix d'une dette publique – un transfert entre les revenus de ceux qui travaillent vers la classe capitaliste –, ce qui amène les maillons faibles de l'UE à être soumis à des programmes d'ajustements structurels, tout à fait similaires à ceux imposés aux pays du Sud depuis bientôt 30 ans. Il importe dans ce cadre de joindre les efforts et de lutter de front !

Daniel Cauchy, dans le cadre de son travail de réflexion sur le développement, s'interroge sur la décroissance, qui lui semble être un concept qui réveille la pensée, une pensée trop souvent paresseuse qui finit par nous laisser croire que le capitalisme est un phénomène naturel. Il importe donc pour lui de s'interroger sur nos certitudes et la décroissance, plutôt qu'une théorie, est une impulsion qui permet de réfléchir à autre chose et de créer un autre modèle. Daniel Cauchy s'inscrit dans une approche culturaliste et plaide pour une multiplicité des cultures, en même temps que de riches contacts entre elles. Ces contacts permettent de rendre compte d'expériences extraordinaires et de s'interroger ensemble. La décroissance en ce sens peut être quelque chose de formidable pour le Sud, qui permettrait une démarchandisation de la société.

Arnaud Zacharie et Eric Toussaint évoquent également le fait que le Nord n'a plus toutes les cartes en main et que les relations Nord-Sud ne peuvent plus fonctionner comme cela a été le cas pendant très longtemps. Il ne peut plus être question d'imposer notre agenda au Sud, on a pu le voir lors du Sommet de Copenhague. Aujourd'hui, avec les enjeux climatiques, tous les pays se retrouvent en quelque sorte dans le même bateau. Et si demain nous arrêtions d'émettre des GES mais que les pays émergents du Sud continuent, les changements climatiques et leurs conséquences dramatiques auront lieu.

Il est donc urgent de construire de nouveaux modèles de développement et de concevoir les relations Nord-Sud comme des partenariats d'égal à égal. Il ne sera pas suffisant de dire aux autres pays comment agir, alors qu'ils ne font qu'imiter notre façon de faire. Il importe de trouver des modèles alternatifs pour le Sud, mais aussi et surtout pour nous. Le cadre des rapports Nord-Sud est donc à changer radicalement, et il faut accepter certaines réalités, notamment celle de la dette écologique, pour pouvoir œuvrer d'égal à égal, dans un partenariat qui respecte chacun.

Plusieurs pistes concrètes sont également avancées : une relocalisation de la production, principalement alimentaire, une taxation du capital, une fiscalité davantage conçue pour inciter les comportements durables, etc.

Plusieurs participants ont interrogé les intervenants sur la question de la démographie. Zacharie insiste sur le fait que la transition démographique est déjà bien amorcée. Sans opter pour la mise sur pied de politiques autoritaires en la matière – comme c'est le cas en Chine – la transition peut être soutenue notamment par une meilleure scolarisation des filles et par d'autres politiques. Toussaint considère quant à lui que la question démographique ne se pose pas, que l'enjeu n'est pas de diminuer la population mais de changer le modèle de développement. Selon certains chiffres, on pourrait nourrir 12 milliards de personnes, ce n'est pas le nombre de bouches qu'il faut faire diminuer, mais la manière dont on les nourrit. Cauchy souligne que si on devait se nourrir uniquement avec la surface disponible en région wallonne – 25 ares par personne – notre alimentation devrait complètement changer. En moyenne en effet, un belge a besoin de 80 ares pour son alimentation.

Il importe aussi d'arrêter de croire que toutes les solutions doivent venir du Nord. Certains pays du Sud travaillent eux aussi à la transition. Il ne s'agit pas non plus de leur apprendre à faire des choses qu'ils font déjà mieux que nous (exemple de la pêche). Il faut changer notre analyse, nous vivons aujourd'hui dans un monde multi-polaire. Prenant l'exemple des technologies vertes et du travail effectué sur la question par la Corée du Sud, Zacharie défend lui aussi l'idée d'un monde multi-polaire, d'où les solutions peuvent émerger de toute part ! Dans le même registre, il importe de se rendre compte que c'est le Sud qui subsidie le Nord, non l'inverse, et ce à travers le remboursement de la dette, la vente des matières premières à très bas prix, l'ouverture de marché pour écouler nos produits, etc.

Table ronde

Décroissance et agriculture

<u>Intervenants</u> :

Xavier Delwarte

Laurent Lievens

Yves Somville

Laurent Lievens présente d'abord quelques constats accablants en matière d'agriculture. Il y a de moins en moins de paysans et les surfaces cultivables sont de plus en plus concentrées au sein de grandes exploitations. Les nouveaux agriculteurs ont par ailleurs beaucoup de difficultés à s'installer vu l'importance des capitaux à apporter. Si par le passé les agriculteurs avaient un peu de contrôle sur tout le processus de production, ce n'est plus le cas actuellement, ni sur les intrants (graines, engrais, etc.), ni sur la vente des produits. Les agriculteurs sont également confrontés à une véritable course au productivisme, en lien avec la PAC qui nourrit une hyper-spécialisation variétale au niveau mondial – ce qui pourrait représenter de grands dangers en cas de problèmes sur ces variétés puisqu'elles sont partout – tout comme au niveau régional. On retrouve dans l'agriculture actuelle une abondance de chimie, notamment à cause des monocultures qui appauvrissent le sol, avec des impacts sur la santé (avant tout celle des agriculteurs). Quant aux sols, ils sont en grande partie déjà morts – par endroit 90 % de la biodiversité des sols est perdue – si bien que l'on ne nourrit plus le sol mais la plante directement. Ces constats impliquent une hyperdépendance au pétrole, tant au point de vue des machines que des pesticides ou des engrais.

En ce qui concerne la problématique des paysans du Sud, Laurent Lievens souligne que trois quarts des gens qui produisent de la nourriture, meurent de faim. En effet, si la situation des agriculteurs est difficile chez nous, les paysans du Sud souffrent encore bien davantage. La situation est d'ailleurs catastrophique dans plusieurs régions du monde. Il est donc indispensable de changer radicalement de modèle. « Business as usual » n'est plus une option. Tant le GIEC, que l'International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAAKSTD) l'affirment.

Laurent Lievens a étudié la pertinence de l'objection de croissance pour l'agriculture et offre un cadre d'analyse en quatre points :

1. la décroissance pose le problème en termes de choix politique et pas de technique. Il s'agit de s'interroger sur ce « que nous voulons ? Pour qui ? ». Seulement ensuite vient la question du « comment ». Les valeurs sont donc au centre de la réflexion décroissante. Laurent Lievens estime que l'agriculture n'est pas un secteur économique comme un autre, il devrait être reconnu comme un secteur d'utilité publique ;
2. la décroissance repose sur deux piliers : celui de la nécessité, et celui de la souhaitabilité. La question des aspects désirables du projet agricole doivent donc également être débattus ;
3. la décroissance propose une pensée systémique : elle pense les choses en lien. Dans ce cas, il faut sortir de l'agriculture traditionnelle : si je veux solutionner l'agriculture, il faut modifier le rapport à l'alimentation, mais aussi aux mentalités – celles du « Je veux tout, tout de suite, tout le temps». Quelle alimentation voulons-nous ? Pour Laurent Lievens, l'alimentation de demain doit être essentiellement végétale, de saison et locale. Il importe aussi qu'elle soit équitable, avec nos agriculteurs ici, comme avec ceux du Sud. Elle doit également être biologique. Ceci implique une réflexion sur la santé et sur la nécessité de passer d'un modèle curatif, où l'on soigne les maladies et troubles en tout genre, à un modèle préventif.

Il importe aussi de remettre en cause le concept de ratio alimentaire. Comme le rappellent plusieurs participants, on mange trop ici au Nord.

4. pour Laurent Lievens enfin, la pensée de la décroissance s'articule autour de trois niveaux, qui sont aussi applicables à la réalité de l'agriculture :
    - le niveau de la simplicité volontaire : qui renvoie alors aux choix que peut faire l'agriculteur, pour sortir du modèle « gros tracteurs » ;
    - le niveau collectif : entre les agriculteurs, mais aussi avec les consommateurs (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP), groupes d'achats communs (GAC) etc.) ;
    - le niveau politique : il importe qu'au niveau politique soient levées les contraintes qui empêchent les individus de passer à une démarche de simplicité volontaire, mais au contraire que soient instaurées des dispositions qui les y incitent.

Xavier Delwarte s'inscrit dans la même réflexion que celle proposée par Laurent Lievens. Il dénonce en effet lui aussi le mythe idéologique dans lequel s'inscrit le monde agricole, et selon lequel il est nécessaire de s'agrandir, d'investir, d'augmenter la production, etc.

Il souligne également combien il est urgent de réformer la PAC, qui entretient ce mythe et qui profite surtout à l'industrie agroalimentaire, qui peut ainsi acheter des matières premières à bas prix et vendre leurs produits sur tous les marchés du monde. Une PAC plus humaine doit impérativement être construite. Yves Somville souligne le manque de cohérence dans lequel s'inscrivent les différentes politiques en lien avec l'agriculture. Pour lui, l'agriculture actuelle est le résultat de ces politiques, qui ont été subies par les agriculteurs et non choisies. De plus, il existe actuellement un véritable manque de stabilité réglementaire qui rend la situation particulièrement précaire. Les négociations qui vont avoir lieu d'ici 2013 sont donc cruciales.

Plusieurs difficultés spécifiques des producteurs européens sont évoquées, notamment celles d'une concurrence distordue par rapport aux produits du Sud, moins soumis à des clauses environnementales, sociales, ou encore d'hygiène et de bien-être animal.

Xavier Delwarte dénonce également le mythe du marché, selon lequel des politiques libérales permettent à tous d'obtenir ce que l'on souhaite à tout moment. La FUGEA milite pour la restauration de barrières douanières, de taxations, qui permettent à l'agriculteur d'être concurrentiel face à la délocalisation. Au niveau production, la FUGEA défend une production sur tous les territoires, afin d'éviter l'hyperspécialisation. Pour cela, il faut défendre une autre PAC. C'est ce qu'ont fait les agriculteurs, lors de la grève du lait, qui a été un énorme électrochoc. La FUGEA défend une agriculture locale. Il est donc crucial de soutenir une relocalisation de la production, où la consommation des produits s'effectue au plus proche de l'endroit où ils ont été conçus et où l'agriculture travaille à la fois l'élevage et les cultures.

Le rôle de la grande distribution dans le système actuel est qualifié de très grave, étant donné qu'elle fait baisser les prix au niveau de la transformation et au niveau des producteurs. Une régulation de la production doit aussi être instaurée, pour permettre une corrélation entre l'offre et la demande et un vrai prix pour chaque produit agricole (pas 19-20 cents pour un litre de lait, quand le coût de production équivaut à 33 cents). La grande

distribution impacte aussi la question de la traçabilité des produits, qui reste très précaire aujourd'hui.

Dans un système devenu fou, la dégradation de l'environnement est des plus inquiétantes. La perte de biodiversité est particulièrement interpellante et la situation ne cesse d'empirer. Les produits sont de moins en moins bonne qualité et l'utilisation de pesticides détériore encore cette qualité. L'agriculture bio semble résoudre en partie cette question, pourtant le bio rentre aussi dans les mêmes logiques industrielles et de grande distribution, peu équitables vis-à-vis des producteurs (sans compter les cas de production dans contrées arides avec déplacement d'eau !).

Yves Somville, de la Fédération wallonne de l'agriculture, insiste quant à lui sur le fait qu'entre l'agriculture bio et l'agriculture industrielle (qui ne peuvent aller de pair), il y a aussi l'agriculture qu'il qualifie de traditionnelle et qui mérite d'être défendue.

Pour Yves Somville en effet, l'agriculture traditionnelle a quand même évolué pendant ces 20 dernières années, notamment en ce qui concerne la prise en compte de considérations environnementales. Les méthodes agroenvironnementales ont permis des améliorations, même si elles ne sont pas suffisantes.

Un autre frein à cette nouvelle agriculture est l'OMC, bras armé des multinationales, qui permet d'ouvrir les marchés et rend donc très difficile toute tentative de relocalisation. L'entrée de marchandises produites hors Europe, même en petite quantité, influe inévitablement sur les prix des produits européens. Via Campesina, dont est membre la FUGEA, défend l'idée selon laquelle l'agriculture, tout comme la santé ou l'éducation, n'est pas un bien comme les autres et doit donc sortir de l'OMC. Les règles de l'OMC étant majoritairement commerciales, et pas du tout sociales ni environnementales, on ne peut pas garantir une agriculture paysanne au Nord comme au Sud. Nous sommes énormément dépendants des négociations internationales. Même si l'Europe souhaitait mettre en place des barrières douanières, l'OMC ferait tout pour empêcher ce type de décisions.

Les politiques de demain doivent donc être respectueuses et cohérentes vis-à-vis du monde agricole mais aussi du consommateur. Il conviendra de s'interroger également sur le rôle du citoyen, qui a des revendications, et sur son comportement de consommateur.

Table ronde

Décroissance et sécurité sociale

<u>Intervenants</u> :

François Gobbe

Jean-Marie Harribey

Henri Houben

Philippe Pochet

Henri Houben évoque tout d'abord les difficultés liées au chômage. 27 % de la population bénéficie d'allocations de chômage d'une manière ou d'une autre. Par ailleurs, l'augmentation de l'espérance de vie pose la question du manque d'actifs suffisants pour financer les pensions. Pour régler ces difficultés, trois différentes options peuvent être envisagées :

a) diminuer les dépenses sociales ;

b) augmenter le temps et la durée de travail des actifs – c'est particulièrement là dessus que les gouvernements travaillent – soit en limitant le chômage, en essayant de faire venir des immigrés spécifiques, soit en élevant l'âge des retraites ;

c) la plus favorable et la plus défendue actuellement : augmenter le PIB.

Les intervenants critiquent le terme de décroissance, qu'ils jugent peu rassembleur et pessimiste. **François Gobbe** lui préfère celui de décroissance sélective, ou encore celui de progrès. Pour lui, notre période est caractérisée par une faible croissance, voire une décroissance. Il ne s'agit donc pas de créer la décroissance. On sait désormais que le gâteau ne pourra pas toujours s'agrandir. A cela plusieurs participants objecteront en différenciant la décroissance, qui est un projet politique choisi, à la récession que nous subissons actuellement.

François Gobbe évoque une décroissance à deux niveaux :

- la répartition primaire : lors des négociations salariales, les patrons accordent un taux de croissance des salaires. La part des revenus du travail baisse depuis 30 à 40 ans notamment à cause de la mondialisation (mise en concurrence des gens au niveau mondial) et du progrès technologique, qui diminue la part de travail nécessaire à la production. Si les inégalités de revenus se sont creusées, les inégalités en termes de patrimoine sont également criantes ;
- la répartition secondaire : celle de l'impôt ou du « tout le monde met dans le pot commun ». En Belgique, cette répartition secondaire s'est avérée être favorable à ceux qui ont des capitaux. La population a plutôt perdu de la progressivité de l'impôt, notamment à travers les intérêts notionnels, favorable aux grandes sociétés à capitaux, les réductions d'impôts sur les successions ou encore la fraude fiscale. Cette réalité engendre évidemment un sentiment d'injustice chez « Monsieur et Madame Tout-le-monde » qui payent leurs impôts. François Gobbe estime que c'est un problème qu'il convient de régler démocratiquement, en modifiant le sens des flux : augmentation des bas salaires, lutte contre la fraude fiscale, imposition du patrimoine, des grosses fortunes, défense d'un impôt progressif.

François Gobbe dénonce également la sphère financière de plus en plus importante par rapport à l'économie réelle. Selon lui, la pauvreté ne cesse de s'agrandir et l'on assiste à une précarisation de l'emploi.

Philippe Pochet estime quant à lui que la question environnementale est au départ une question sociale. Pour lui, il doit être question ici avant tout d'une justice sociale dans une société bas carbone. Pour ce faire, des alliances sont nécessaires. La Spring Alliance regroupe syndicats, ONG sociales, ONG environnementales, etc., qui tentent pour la première fois de travailler ensemble de manière structurelle et de communiquer au niveau

européen. Il est d'ailleurs très intéressant de voir combien il est complexe d'avoir un langage commun. Pour y parvenir néanmoins, tous les acteurs autour de la table se sont accordés sur un point : celui de ne pas parler de décroissance. Selon Philippe Pochet, les syndicats ne peuvent soutenir ce concept, particulièrement auprès des milliers d'ouvriers et des gens en précarité qu'ils représentent. Si l'objectif est de rassembler 80 % de la population, il faut trouver un autre terme, pour rassembler et non diviser. Tout comme François Gobbe, Philippe Pochet préfère le terme de prospérité sans croissance, plus nuancé et plus riche.

L'enjeu de la sécurité sociale se dessine autour du pacte social, à travers lequel le capital et le travail trouvent un accord. Pour l'instant, les différentes forces s'entendent autour de l'idée de croissance, qui permet malgré tout de redistribuer les revenus. Si on veut trouver quelque chose, il faut construire un nouveau compromis. Il importe particulièrement de garder en mémoire que la protection sociale protège à la fois les pauvres, mais aussi les riches contre des mouvements populaires, des émeutes, etc.

Selon Philippe Pochet, la théorie décroissante pose également problème en termes d'emploi et de chômage, auxquels elle propose des solutions, notamment à travers la productivité ou la réduction du temps de travail, mais rien n'est simple. Une question insoluble est celle des soins de santé, qui croissent de 4 % chaque année, d'une part à cause du vieillissement de la population, d'autre part à cause des nouvelles technologies médicales et des nouvelles demandes sociales. La question des pensions est particulièrement difficile à résoudre en situation de décroissance et d'un point de vue syndical.

A cet égard, plusieurs participants défendeurs des théories de la décroissance soulignent tout d'abord l'importance de différencier la situation de récession économique que nous connaissons à celle d'un choix de société réduisant son empreinte écologique et sa production matérielle. Ils évoquent également l'importance de s'interroger sur la pertinence de certaines dépenses, ainsi que sur les dépenses qui compensent des « maux » engendrés par notre mode de vie actuel, comme c'est le cas pour les soins de santé notamment : dépressions, maladies de travail, accidents, surpoids, etc. Il s'agirait aussi de favoriser davantage la prévention.

Jean-Marie Harribey insiste quant à lui sur l'idée que l'affectation d'une part des richesses au financement de biens collectifs est utile, à divers titres : pour chaque individu, pour la société et même pour la société capitaliste. On a vu également combien une protection sociale a joué le rôle d'amortisseur de crise.

Dans la théorie capitaliste classique, on sous-entend qu'un secteur non marchand, comme la santé ou l'éducation, détourne des richesses de l'activité marchande, la seule légitime. Jean-Marie Harribey souligne combien ce raisonnement est absurde. Pour lui, un infirmier ou un instituteur crée à la fois une valeur d'usage, mais il produit aussi de la valeur économique, pas pour le capital, mais pour la société. Les travailleurs des services non marchands produisent la valeur d'usage pour laquelle ils sont embauchés mais également le revenu qui les rémunère. Tout ceci légitime la « démarchandisation » du monde.

L'impôt est pour ce faire un outil formidable. Il permet de payer collectivement des services publics rendus. Au lieu de payer individuellement le prix d'un bien matériel, il pourrait s'agir d'une production collective validée par une décision politique, pour répondre à des besoins sociaux. Ce mécanisme permet de montrer qu'il existe bien des richesses qui pourraient passer en dehors du marché. Il ne s'agit pas pour autant de plaider en faveur de la

disparition du secteur marchand, mais de s'apercevoir qu'il ne s'agit pas d'un secteur – le marchand en l'occurrence – qui subsidie l'autre.

La question de l'allocation universelle – voir compte rendu de la table ronde « Décroissance et travail » - est une question qui intéresse particulièrement les participants. La valeur économique de la nature est également questionnée (le travail des abeilles, des arbres, etc.). Pour Jean-Marie Harribey, la nature n'a pas de valeur économique intrinsèque. Cette vision a été créée par la pensée libérale et est malheureusement reprise par un grand nombre d'écologistes. Si on ne va pas le puiser, et donc sans intervention humaine, le pétrole n'a pas de valeur économique à proprement parler.

Sur la question de la santé, Jean-Marie Harribey souligne qu'en période de transition, il est important de continuer à réparer ce qui a été détruit et qu'il est illusoire d'imaginer passer d'une société qui détruit la nature et les humains et nous oblige à les réparer, à une société où tout le monde se porte bien. Il faut réparer jusqu'à ce que la société n'engendre plus de dégât. Reste à savoir si ce jour arrivera… Et comment ce débat peut-il être mené avec le monde des entreprises et du monde économique « traditionnel » dont l'absence de prise de parole a largement été regrettée ce jour ?